



Impérissable
éducation
permanente

ÉDITO

Le but du chemin est le chemin lui-même

Crise démocratique, montée des populismes et de l'extrême droite, désinformation, catastrophes écologiques, isolement social, précarité, fracture numérique... Le monde vacille, et il est difficile d'affirmer que c'est pour le mieux. À chaque recoin du paysage, des urgences. À chaque détour, des colères. Et, dans ce tumulte ambiant, une question simple : l'éducation populaire est-elle encore utile ?

La réponse est sans détour : oui, plus que jamais.

Non pas parce qu'elle détiendrait une solution miracle. Ni pour « remporter la bataille des idées » – qui est une autre affaire. Pas même pour « garder espoir ». Non pas au service d'un objectif, au fond, mais pour elle-même. L'éducation populaire – ou éducation permanente, comme nous l'appelons en Belgique francophone – est sa propre fin. Même en ces temps où l'on peine à discerner un horizon positif, elle continue de créer des espaces où l'on se parle vraiment, où l'on se confronte, où l'on comprend ce qui nous arrive, où l'on agit ensemble. Elle n'a pas à craindre le doute, le conflit, la fatigue.

Ce numéro s'ouvre sur les multiples sources de l'éducation permanente, mais il ne s'agit pas d'un hommage figé à une pédagogie du passé. Il se veut un instantané vivant des épreuves, des questionnements et des expériences que nous traversons. Il donne à voir des groupes locaux de notre mouvement qui ont inventé mille et une façons d'agir ensemble. Des initiatives collectives face à l'invasion du numérique. Des croisements entre luttes sociales et action communautaire. Des désarrois face aux récits complotistes. Des interrogations profondes sur la possibilité même de continuer à y croire, quand tout semble glisser vers le pire.

L'éducation populaire ne cherche ni à plaire, ni à faire du bruit. À rebours de nos réflexes d'efficacité, de nos attentes de résultats et de notre obsession pour les objectifs, elle remet sans cesse au centre la question du comment. Quel que soit le but que l'on vise, il importe moins que la manière d'y parvenir.

Sur son lit de mort, mon grand-père m'a parlé de Confucius : « *Le but du chemin, c'est le chemin lui-même. C'est prodigieux, cela !* » s'enthousiasmait-il. En vérifiant la source – indéradicable esprit critique ! – il semble que ce soit plutôt inspiré de Lao-Tseu ou de Goethe... mais peu importe. Cette phrase est d'un immense secours pour l'éducation permanente aujourd'hui. Elle l'inscrit dans l'héritage d'une sagesse universelle et immémoriale. Elle demeure aussi d'une actualité brûlante.

Guillaume Lohest

Ont collaboré à ce numéro :

Kim Dal Zilio, Adrienne Demaret,
Guillaume Lohest, Charlotte Renouprez,
Monique Van Dieren

Rédacteur en chef :

Guillaume Lohest

Crédits photos :

Canva, Freepik, Wikimedia Commons,
Unsplash, FDSS (p.10 à 13),
Équipes Populaires

Cover : Milena Filipova for Fine Acts

Graphisme & mise en page :

Magali Lequeux

Éditeur responsable :

Charlotte Renouprez,
rue du Lombard 8 | 5000 Namur
Tél : 081/73.40.86

secretariat@equipespopulaires.be



L'ÉDUCATION POPULAIRE EST ANCIENNE ET MULTIPLE

Par Guillaume Lohest

L'éducation populaire n'est pas née d'un moment fondateur unique, ni d'une doctrine gravée dans le marbre. Elle ressemble plutôt à un fleuve : vaste, mouvant, parfois tumultueux, mais toujours alimenté par une multitude d'affluents. Chaque courant y apporte ses matières, ses couleurs, ses contradictions. C'est de cette confluence que naît sa puissance.



L'éducation populaire n'a cessé de se construire à la croisée de traditions diverses. Vouloir réduire cette histoire à un seul héritage, ou choisir entre ces traditions, serait la priver de son énergie propre. Car c'est bien dans la rencontre de ces courants que se tissent les démarches d'émancipation. Une éducation populaire-permanente qui se veut vivante, critique, et porteuse de transformation sociale ne peut se couper d'aucune de ses origines. Elle doit au contraire apprendre à les articuler, à les mettre en tension, à les actualiser.

Dans cet article, nous parcourrons quelques-unes de ces sources, en essayant d'aller à l'essentiel pour montrer que différentes nuances coexistent dans ce qu'est l'éducation populaire-permanente aujourd'hui. Même des nuances qu'on a tendance à balayer d'un revers de la main pour éviter les confusions aujourd'hui, mais qu'il reste pertinent de mentionner pour bien comprendre. Ce qui semble neutre et consensuel aujourd'hui a pu être, par le passé, absolument révolutionnaire. C'est le cas de la toute première intuition à laquelle on peut rattacher l'histoire de l'éducation permanente.

UNE 1^{re} INTUITION : L'INSTRUCTION POUR TOUS, TOUT AU LONG DE LA VIE

Dès 1791-92, Nicolas de Condorcet formule une intuition fondatrice : la démocratie suppose une instruction continue. Sans cela, la liberté reste un mot vide, et le peuple un outil aux mains des puissants. Il écrit : « *Comment, sans [l'instruction en politique pour les adultes], une nation ne resterait-elle pas divisée en deux classes, dont l'une, servant à l'autre de guide, soit pour l'égarer, soit pour la conduire, en exigerait une obéissance vraiment passive, puisqu'elle serait aveugle ? Et que deviendrait alors le peuple ? sinon un amas d'instruments dociles que des mains adroites se disputeraient pour les rejeter, les briser, ou les employer à leur gré.* »

Cette idée préfigure l'éducation permanente. Elle s'ancre dans une critique des conditions de travail de l'époque : à quoi bon être instruit, si le travail ensuite nous enchaîne, si nous sommes exploités et condamnés à suivre et à croire ceux qui ont le loisir de penser ? Condorcet attire l'attention sur le fait que l'éducation ne peut pas être un privilège réservé à l'enfance ou à une élite. Elle est destinée à tous et tout le long de la vie. On n'a pas encore là toute la portée de ce que deviendra l'éducation populaire, mais ce n'est déjà pas rien, cette idée d'une instruction qui ne se limite pas aux premières années de la vie !

LA MATRICE OUVRIÈRE : APPRENDRE POUR SE LIBÉRER

Le XIX^e siècle, secoué par les révolutions et l'industrialisation, voit émerger un mouvement ouvrier porteur d'une autre



idée de l'éducation. Loin de l'école bourgeoise perçue comme outil de domination, les ouvriers s'organisent pour comprendre leur monde et le transformer. « *Afin de s'organiser et d'augmenter leur pouvoir d'action, ces individus vont se coaliser et inventer des nouvelles structures durables d'entraide et de lutte : les coopératives et les mutuelles comportant leurs propres caisses syndicales de résistance entre travailleurs, concrétisation d'une nouvelle économie sociale qui inclut les associations, les coopératives, les mutuelles et les syndicats.* »

Fernand Pelloutier, un militant syndicaliste de tendance socialiste libertaire, a formulé ainsi la nécessité d'un savoir critique au service des luttes ouvrières : « *Ce qui lui manque (à l'ouvrier), c'est la science de son malheur ; c'est de connaître les causes de sa servitude ; c'est de pouvoir discerner contre quoi doivent être dirigés ses coups.* »

Les mouvements ouvriers qui foisonnent au XIX^e siècle ne sont pas tous de la même obéissance : anarcho-révolutionnaire, socialo-communiste, chrétien-social, chaque mouvement avait ses propres convictions. Point commun ? L'éducation y est pratique, située, collective. Elle re-

fuse la neutralité prétendue des savoirs dominants. Elle cherche au contraire à faire apparaître les conflits, à redonner un statut politique au savoir, comme le défendra plus tard Christian Maurel : « *L'éducation populaire tente [...] de redonner un statut pédagogique au conflit dans une société qui le refoule*³. »

LA MÉTHODE CARDIJN : VOIR, JUGER, AGIR

Dans la première moitié du XX^e siècle, l'éducation populaire se développe aussi dans les milieux chrétiens engagés, en particulier avec l'émergence de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), fondée par Joseph Cardijn. Ce dernier propose une méthode qui semble simple et complète, facile à retenir avec ses trois verbes célèbres : « voir, juger, agir ». Il ne s'agit pas seulement d'acquérir des connaissances, mais d'analyser les réalités sociales à partir de l'expérience, de porter un regard critique, puis de s'organiser pour agir collectivement.

Cardijn, fils d'un jardinier et d'une domestique, défend une éducation enracinée dans le quotidien des jeunes

Éducation permanente ou éducation populaire ?

Certains aiment distinguer finement les deux appellations. L'éducation permanente est la forme institutionnalisée, en Belgique francophone, de l'éducation populaire, terme plus général désignant les démarches d'émancipation dont il est question dans ce dossier. En ce qui nous concerne, nous userons plutôt du terme « éducation permanente », puisque c'est ainsi que l'éducation populaire est reconnue par les pouvoirs publics, mais sans exclure le recours à l'expression « éducation populaire », plus historique et moins lisse.

travailleurs. La JOC devient un véritable laboratoire d'action sociale, d'autoformation et de solidarité. Elle conjugue spiritualité et lutte, sociologie et foi, analyse et action. Ce modèle influencera durablement de nombreuses organisations, bien au-delà des cercles chrétiens. Aujourd'hui, beaucoup d'acteurs se sont désengagés de la dimension religieuse, mais cette pédagogie (voir-juger-agir) reste un pilier de nombreuses pratiques d'éducation permanente. Elle incarne un souci constant : partir du réel, confronter les injustices, et s'outiller pour transformer notre condition.

1921 : UN ÉLAN ASSOCIATIF

La reconnaissance légale des ASBL en 1921 a constitué un tournant majeur pour les associations d'éducation populaire en Belgique, qui trouvaient leurs racines dans les initiatives du XIX^e siècle, principalement issues des milieux ouvriers, socialistes et chrétiens. L'adoption

du suffrage universel, après la Première Guerre mondiale, permet au Parti ouvrier belge d'accéder au pouvoir et d'impulser des réformes démocratiques et sociales d'envergure. Parmi celles-ci figure la loi de 1921 sur les ASBL, qui coïncide avec les premières formes de soutien public aux initiatives éducatives non formelles. Plus spécifiquement, les premières formes de soutien public à l'éducation populaire datent de ce moment : « *Un arrêté royal du 5 septembre 1921 signé par Jules Destrée va déterminer les conditions d'octroi de subventions à des "œuvres complémentaires à l'école" [...] les universités populaires, les extensions universitaires, les cercles d'études et de conférences* ». »

Cette reconnaissance permet à de nombreuses structures d'éducation populaire, notamment issues du mouvement ouvrier, de se développer comme outils de conscientisation et de lutte sociale. Le statut juridique d'ASBL leur fournit un cadre stable pour mener des activités, recevoir des subsides, et pérenniser leur action. Progressivement, le terme « éducation permanente » supplante celui d'éducation populaire, élargissant la portée de ces initiatives à tous les citoyens. « *Petit à petit la notion d'éducation permanente va s'imposer à celle d'éducation populaire, marquant ainsi une approche plus globale de l'action éducative. Elle va concerner tous les citoyens et non plus les seuls milieux populaires. La notion est définitivement adoptée en 1971 avec la publication de l'arrêté royal du 11 juillet, complétant l'arrêté de 1921 et établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations nationales et régionales d'éducation permanente* ». »

1976 ET 2003 : DES DÉCRETS POUR SOUTENIR

En 1976, la Communauté française de Belgique adopte un premier décret reconnaissant l'éducation permanente comme secteur d'action spécifique. Il s'agit de permettre aux organisations de

développer une « prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société », mais aussi « des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation ». Ce décret reste assez général dans ses définitions et laisse une large marge d'interprétation aux pouvoirs publics. Durant les décennies suivantes, le champ de l'éducation permanente se développe fortement, avec une multiplication des structures reconnues, un élargissement des publics visés et une diversification des pratiques (animation, formation, publication, action sociopolitique, etc.).

Au fil du temps, cette croissance du secteur finit par alimenter des critiques : manque de transparence dans l'octroi des subsides, inégalités entre organisations, absence de critères clairs d'évaluation, et rapports parfois flous entre les objectifs des associations et les priorités politiques. Cette situation mène à une certaine opacité et fragilise la légitimité du secteur. De plus, les réalités sociopolitiques évoluent : montée de la précarité, transformation des mouvements sociaux, et besoin accru de lisibilité des politiques publiques.

Un nouveau décret, en 2003, vient remédier à ces limites. Il vise à clarifier les objectifs de l'éducation permanente, à renforcer la transparence dans les processus de reconnaissance et de subvention, et à introduire des outils d'évaluation systématique. Il définit plus précisément les missions du secteur, insiste sur la dimension d'analyse critique de la société, et valorise l'implication des publics dans les processus éducatifs. Il structure également les types d'associations reconnues (locales, régionales, nationales) et introduit des mécanismes de suivi et d'évaluation plus rigoureux. En somme, le décret de 2003 modernise le cadre juridique, professionnalise le secteur et renforce son rôle démocratique face aux défis contemporains. Légèrement actualisé en 2018, c'est ce cadre décretaal qui régit jusqu'à aujourd'hui les associations d'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles. Un tel soutien structurel à l'éducation populaire-permanente, sous forme de subsides stables, est unique au monde.



INSPIRATIONS DES AMÉRIQUES

Mentionnons tout de même que l'éducation permanente, ainsi qu'on la nomme dans notre pays, l'éducation populaire en général, ne s'est pas construite dans une bulle ! Elle s'est aussi enrichie grâce à des courants internationaux partageant des objectifs proches. En Amérique latine par exemple, la pensée de Paulo Freire, avec sa *Pédagogie des opprimés*, a fortement influencé les pratiques éducatives en insistant sur la conscientisation politique par le dialogue et la participation active des apprenants. On retient souvent de lui cette phrase très parlante : « *Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde* ». La théologie de la libération, portée par des figures comme Gustavo Gutiérrez et Leonardo Boff, a également renforcé cette vision d'une éducation engagée, tournée vers la justice sociale et l'émancipation des populations pauvres d'Amérique latine. Ces idées ont trouvé un écho important dans les milieux chrétiens progressistes ainsi que dans les mouvements ouvriers et syndicaux belges, dont certains ont intégré ces approches dans leurs méthodes d'éducation populaire.

Du côté de l'Amérique du Nord, l'approche communautaire de Saul Alinsky insiste sur l'organisation collective et la mobilisation des populations « dépos-

sédés » pour défendre leurs droits. Son modèle de *Community organizing*, qui reste assez méconnu en Europe, a pu inspirer des démarches participatives, notamment dans l'accompagnement de groupes citoyens et de luttes sociales. Il rappelle l'importance de l'action, ce qui entre en résonance avec la longue histoire des liens entre l'éducation populaire et le militantisme. « *Les organisations communautaires, écrit Saul Alinsky, ne "vivent" que dans l'action, sans action elles ont tendance à se dissoudre.* »

Ces courants venus d'ailleurs irriguent ainsi l'éducation populaire chez nous, ajoutant des références, des nuances, des modèles à tout ce qui constitue notre culture partagée de l'émancipation collective.

OÙ VA LE MONDE ET QUE PEUVENT LES HUMAINS ?

En parcourant ces différentes sources et influences, nous voyons à quel point l'éducation permanente n'est pas un courant pur. Elle est une confluence. Elle se tient à la croisée d'histoires, de traditions, de pratiques différentes mais alimentées par une même exigence : celle de partir des gens, de leurs réalités, et de « s'éduquer » ensemble, collectivement, dans un mouvement qui se donne le pouvoir d'agir en vue de transformer le monde.

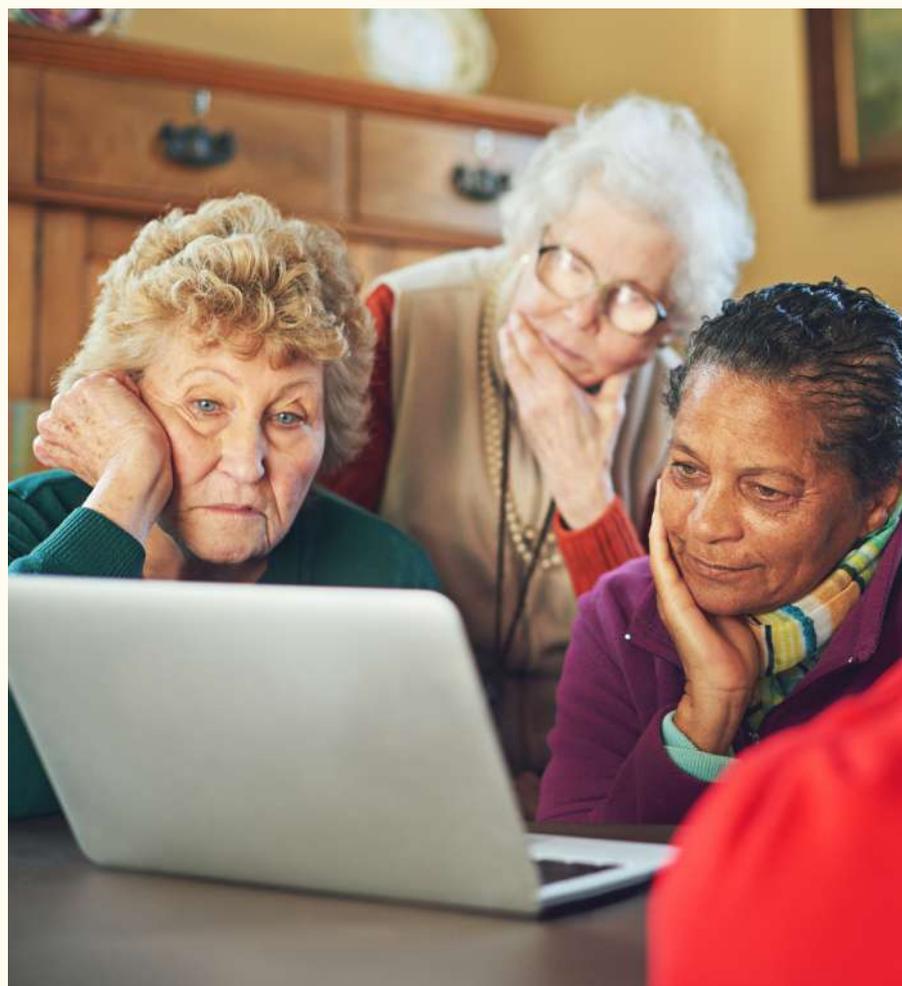
Aux Équipes Populaires, nous vivons ce pluralisme des pratiques et des sensibilités, avec des groupes et des projets très variés. Cinquante nuances d'éducation permanente en quelque sorte (Cf. article pages 17 à 20).

Dans une tribune⁶ au *Monde*, Christian Maurel a un jour écrit que l'éducation populaire tente de répondre à deux questions vertigineuses : « *Où va le monde et que peuvent les hommes ?* ». Reformulons en 2025 : *où va le monde et que peuvent les humains ?* Quel est notre pouvoir d'agir ? Ces deux questions ne périront jamais. Elles sont si énormes, si cruciales, si permanentes... si actuelles qu'on aurait tort de se priver de toutes les influences qui peuvent nous aider à y répondre ! □

1. Condorcet, *Cinq mémoires sur l'instruction publique*, 1791.
2. Marie Versele & Luc Carton, « Éducation populaire, Éducation permanente... toute une histoire ! », *Ligue de l'enseignement*, 2021.
3. Christian Maurel, « Un immense besoin d'éducation populaire », tribune dans *Le Monde*, 2 février 2011.
4. Catherine Morenville, « Éducation permanente : pour ne pas marcher au pas », *Démocratie*, avril 2013.
5. *Idem*.
6. Christian Maurel, « Un immense besoin d'éducation populaire », tribune dans *Le Monde*, 2 février 2011.

L'ÉDUCATION PERMANENTE À L'ÉPREUVE DU NUMÉRIQUE

Par Kim Dal Zilio



Le numérique s'impose partout, y compris dans les pratiques d'éducation permanente. Outil d'inclusion et surtout risque d'exclusion, il transforme les modes de faire, bouscule les repères et interroge les fondements mêmes de la démarche. Un enjeu crucial pour un secteur engagé dans la lutte contre les inégalités.

Les questionnements relatifs aux nouvelles technologies numériques et à leur utilisation traversent le monde associatif depuis de nombreuses années. De fait, l'éducation permanente, s'inscrivant pleinement dans la société, ne peut fonctionner en vase clos, à l'écart du monde. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne le numérique, qui s'insinue dans toutes les dimensions de nos vies et, par extension, dans toutes les thématiques d'action que peuvent investir les associations.

La pandémie de 2020 et les confinements qui ont suivi ont cependant donné un coup d'accélérateur sans précédent à leur intégration par le secteur : de la part des professionnels, soucieux de poursuivre leurs missions malgré les restrictions, mais aussi, par ricochet, dans leur manière d'entrer en relation avec le public. Pour le meilleur... ou pour le pire ?

INCLUSION NUMÉRIQUE : ENTRE OBSTACLES... ET OPPORTUNITÉS

Si le numérique a permis de maintenir un lien, même ténu, avec une partie du public pendant la période difficile du covid, ses limites sont rapidement apparues, *a fortiori* dans une démarche d'éducation permanente.

Car l'éducation permanente est un processus ancré dans le vécu et les préoccupations du public qu'elle accompagne. Or, cette mise à distance, à la fois technique et virtuelle, représente un frein pour de nombreuses personnes. Alors qu'au cœur de cette démarche résident la rencontre de l'autre, la dynamique collective, les échanges de points de vue et le débat, c'est une version désincarnée de ces principes qu'il a fallu accepter, temporairement. Bien sûr, les professionnels ont rivalisé de créativité pour compenser ces manquements, inventant de nouveaux formats qui conservent aujourd'hui leur pertinence. Reste que les problèmes techniques, les décalages dans les prises de parole et la sensation de distance ont conduit beaucoup à se lasser.

Sans compter que cette période a mis en évidence, de manière particulièrement saillante, la « fracture numérique¹ » : non seulement tout le monde ne dispose pas d'un accès à Internet, à un ordinateur ou à un smartphone, mais les compétences numériques restent inégalement réparties. Or, pour un secteur qui prône l'inclusion et la réduction des inégalités sociales, cet enjeu est fondamental : ne laisser personne de côté.

Paradoxalement, ces technologies ont aussi permis à certains publics, généralement éloignés des lieux de rencontre associatifs, de se sentir davantage impliqués : personnes en situation de handicap, habitants de zones isolées, ou encore professionnels aux horaires atypiques.

Conscients de ces enjeux, les acteurs du secteur, lors des Rencontres de l'Éducation Permanente de 2022, ont proposé une « coexistence des modèles », suggérant que les associations concernées conservent « la liberté de diagnostiquer la pertinence de ceux-ci pour leurs actions et leurs publics ». La période du covid-19 désormais derrière nous, c'est cette coexistence qui semble demeurer aujourd'hui, non sans faire l'objet de questionnements au sein du domaine associatif.

RÉINVENTER LES PRATIQUES PROFESSIONNELLES

Pour les professionnels, intégrer le numérique dans le champ de l'éducation permanente implique de repenser les pratiques. En effet, animer un espace virtuel, c'est aussi modérer les échanges, stimuler à distance la dynamique collective et la co-construction de savoirs, tout en gérant les aspects techniques. Et ce, sans bénéficier des mécanismes de régulation spontanés qui permettent la fluidité des interactions en présentiel.

Ainsi, tout ce qui relève du domaine, ô combien important, de l'informel disparaît : les échanges pendant les pauses, le langage corporel, l'agencement du lieu, les digressions... Avec le risque que le médium lui-même altère la qualité des relations ou transforme la nature des échanges, en induisant, par exemple, des réflexes d'autocensure, même inconscients. C'est que l'Internet n'oublie rien, et la distance peut favoriser des débats plus abrupts, voire agressifs. De quoi en refroidir certains...

En outre, si le numérique dispose d'une « force de frappe » à nulle autre pareille pour toucher un nombre élevé de personnes, rien n'indique que ces dernières soient effectivement réceptives au contenu ainsi partagé. L'Internet foisonnant d'informations en tout genre, combiné à une consommation de contenus qui tend

à promouvoir sans cesse la nouveauté, le risque est réel de voir la portée d'un message ou d'une action de sensibilisation se diluer sur la toile.

Pour autant, le secteur peut-il se passer du numérique ? Dans une société où le numérique traverse toutes les sphères de la vie et où les réseaux sociaux cristallisent des enjeux politiques majeurs, le secteur de l'éducation permanente a très certainement un rôle à jouer, et certains acteurs entendent bien valoriser cette mission. Comme le souligne le rapport précédemment cité, au-delà des visios ou des webinaires, « certaines associations d'EP spécialisées dans l'éducation aux médias ont soulevé la nécessité de pouvoir mener un travail d'EP sur le terrain numérique des réseaux sociaux. Ceux-ci constituent en effet aujourd'hui un nouvel espace public où sont discutées des questions éminemment politiques² ».

DÉVELOPPER UNE ANALYSE CRITIQUE DU NUMÉRIQUE

Le numérique offre un accès presque illimité à la connaissance. À ce titre, il peut être un puissant moteur d'inspiration et d'émulation, qui vient nourrir la réflexion.

Mais il impose également une lecture critique, à plusieurs niveaux :

- En tant que média : fake news, harcèlement, bulles de filtre, niches d'opinion... sont autant de phénomènes qui peuvent altérer notre perception de la réalité, voire renforcer l'individualisme plutôt que le collectif. De nombreux articles évoquent d'ailleurs l'augmentation du sentiment de solitude, souvent mise en lien avec l'hyperconnexion propre à notre société actuelle.
- En tant que dispositif technique : on qualifie souvent le numérique d'« outil », sous-entendant que ses effets dépendent uniquement de l'usage qu'on en fait.

Cette prétendue neutralité dépolitise le sujet, en invisibilisant les enjeux éthiques, sociaux, écologiques et géopolitiques liés à sa production et à son usage : protection des données et de la vie privée, atteintes aux droits humains, désastre environnemental, externalisation des coûts sociaux et écologiques...

En tant qu'acteurs de l'éducation permanente, il nous incombe de poser un regard critique sur ces questions, et de remettre ces débats au cœur de nos pratiques. Une mission dont les associations se sont déjà emparées, au travers de différentes stratégies :

« **Alphabétisation** » **numérique** : au sein d'espaces collectifs, des formations

sont proposées afin d'outiller au mieux le public novice dans sa vie quotidienne.

Autodéfense numérique : il s'agit d'encourager une consommation critique d'Internet. Par exemple, comprendre comment fonctionnent les algorithmes, apprendre à décrypter les fake news, se prémunir contre le piratage et les arnaques...

Critique du numérique : nombreuses sont les associations qui, en parallèle, abordent cette thématique, et ce, sous différents angles : citoyenneté, écologie, enjeux éthiques...

Au cœur de ces actions se dessine un enjeu central pour les acteurs de l'éducation

permanente : garantir à chaque citoyen une égalité réelle dans l'accès aux droits sociaux. La numérisation croissante des services essentiels entraîne en effet une forme de discrimination insidieuse envers les personnes qui ne peuvent – ou ne souhaitent – effectuer leurs démarches en ligne.

Face à ce constat, les *Équipes Populaires*, en collaboration avec *Lire & Écrire*, s'engagent dans la construction d'un réseau associatif de vigilance, afin de documenter et dénoncer les effets du numérique sur les droits fondamentaux en Wallonie. Car il est impératif que la transition numérique ne se fasse ni au détriment de la justice sociale, ni à l'insu de celles et ceux qu'elle exclut. □

Intelligence artificielle (IA) et éducation permanente

« L'IA désigne la possibilité pour une machine de reproduire des comportements liés aux humains, tels que le raisonnement, la planification et la créativité. Elle permet à des systèmes techniques de (...) résoudre des problèmes et entreprendre des actions pour atteindre un but précis³. »

Parmi les IA les plus connues, nous pouvons citer ChatGPT, Gemini ou Claude, mais de plus en plus de moteurs de recherche commencent à intégrer l'IA dans leur interface. Ainsi donc, cette dernière serait capable de pallier nos interrogations, d'alimenter nos imaginaires ou de reformuler et synthétiser nos réflexions.

Si l'idée peut paraître séduisante, elle s'inscrit cependant en totale contradiction avec les principes fondateurs de l'éducation permanente, qui visent à construire, collectivement, des réponses à partir des préoccupations des publics, dans une démarche du voir - juger - agir. Car, au final, ce n'est pas tant le résultat qui compte que le chemin pris ensemble pour y arriver. Un chemin qui paraît difficilement conciliable avec ce dispositif technologique, certes redoutablement efficace, mais qui semble nous priver progressivement de nos propres capacités de réflexion.

Ceci, bien sûr, sans compter le nombre vertigineux d'enjeux éthiques que pose l'IA, enjeux dont nous ne mesurons sans doute pas encore tout à fait l'étendue à ce jour.

Pour autant, les acteurs de l'éducation permanente ne peuvent se permettre d'ignorer l'IA. Le séisme potentiel que son utilisation massive peut provoquer dans tous les secteurs de la vie (emploi, démocratie, culture, relations sociales, estime de soi...) nous oblige à penser collectivement son surgissement et ses conséquences. Sans quoi nous serions condamnés à les subir sans les comprendre, ni même être en mesure de les combattre.

1. À noter que cette expression, largement utilisée dans le langage courant, ne nous semble pas la plus appropriée car elle renforcerait davantage le stigmata ou le sentiment de désaffiliation d'une partie de la population moins ou pas connectée, au profit d'une vision qui légitimerait le « tout au numérique ».

2. *Actualités de l'action d'éducation permanente : entre urgences et actualités*, Publication des actes de la journée Éducation permanente du 21 octobre 2022.

3. « Intelligence artificielle : définition et utilisation », septembre 2020, <http://www.europarl.europa.eu>.

« L'ACTION COMMUNAUTAIRE REJOINT UNE FORME D'ÉDUCATION POPULAIRE »

Les BRI-Co et les RAQ sont deux projets portés par la Fédération des Services Sociaux pour recréer du lien, de la solidarité, et lever les freins à l'accès aux droits. Ancrés dans les quartiers, ils misent sur l'écoute, la mobilisation et l'action collective. Où s'arrête le travail communautaire, où commence l'éducation permanente ?
Raphaëlle Defort (coordinatrice BRI-Co), Justine Vleminckx (chercheuse-intervenante), Céline Houtain et Thomas Vanwysberghe (coordinatrice et coordinateur RAQ) partagent leur regard.



Quelle est l'origine des projets RAQ et BRI-Co ?

Thomas : Ces projets trouvent leur origine dans ALCOV, « Action locale contre le virus », né pendant la crise du covid. Les mesures générales ne répondaient pas aux réalités de certains quartiers précaires. Par exemple, l'injonction de rester chez soi : pour des familles intergénérationnelles sans accès à un jardin ou une terrasse, cela favorisait au contraire la contamination. Il y a donc eu une volonté d'actions spécifiques. Nous avons lancé le projet RAQ (Relais d'Action de Quartier), puis, neuf mois plus tard, les BRI-Co (Bureau de Recherche et d'Investigation sur les Communs) ont vu le jour. Les missions des RAQ ont évolué avec l'épidémie : quand le virus était virulent, on faisait de l'accompagnement individuel (vaccibus, infos en pharmacie...), et quand il l'était moins, on faisait de la sensibilisation collective, voire du travail social communautaire.

À la sortie de cette crise, l'équipe est restée active sur les déterminants sociaux de la santé et particulièrement l'accès aux droits en lien avec les crises successives (énergie, Ukraine, etc.), en soutenant la robustesse des quartiers par des actions communautaires. Le travail communautaire vise à agir avec les personnes concernées sur les causes structurelles des difficultés qu'ils et elles rencontrent.

Quel est le fonctionnement d'un RAQ ?

Thomas : Un RAQ, c'est un travailleur détaché sur un territoire défini, dans un quartier, rattaché à une association locale, le « partenaire hébergeur » (PH), et, au centre, les habitants. Tout part de leurs besoins et de leurs demandes. Cela crée une grande diversité : pour une vingtaine de RAQ, autant de projets différents. Je souligne aussi l'approche

Un exemple dans le quartier des Marolles

Thomas : Les Marolles, c'est une belle réussite en matière de travail communautaire. Tout part d'un travailleur RAQ qui prend conscience du problème d'insécurité autour d'une tour de logements sociaux, sans savoir comment s'y prendre. Il en parle à son partenaire hébergeur, qui l'informe qu'il y a aussi un souci d'accès à l'eau chaude depuis plusieurs mois.

Ils font du porte-à-porte et découvrent que le problème est collectif. Là où les plaintes individuelles n'avaient aucun effet, le collectif obtient une rencontre avec la SISP, des réparations, et des indemnités.

Fort de cette victoire, le groupe s'attaque à d'autres problèmes, comme le fait que les jeunes traînent au pied des tours, faute d'espace. Le RAQ sollicite alors l'équipe BRI-Co, qui installe une tonnelle, une table, des boissons... pour rencontrer les jeunes.

Cela permet la réparation d'un banc, l'organisation de petites animations, et la naissance d'un collectif par et pour les jeunes du quartier. Celui-ci propose ensuite un réveillon « safe ». C'est un vrai succès, surtout comparé à d'autres quartiers sous couvre-feu.

Le collectif a poursuivi ses activités, et deux ans plus tard, l'objectif initial – faire baisser le sentiment d'insécurité – est atteint. C'est une belle illustration d'une action communautaire aboutie.

ont décidé de construire du mobilier urbain pour relancer la convivialité dans un espace vide. Deux ans plus tard, les bancs de pique-nique sont toujours là et utilisés.

Qu'avez-vous ajusté dans le projet ?

Justine : Aujourd'hui, les BRI-Co sont plutôt organisés à la demande. Nous venons soutenir des dynamiques locales qui émergent ou des situations brûlantes qui nécessitent un appui logistique. Ce sont des associations de terrain ou des collectifs citoyens qui nous sollicitent, mais il faut que la demande soit portée par les habitants, car une fois sur place, il faut pouvoir les mobiliser.

Par exemple, le collectif « Front de Mères » à Anderlecht nous a contactés à propos d'un ancien stade d'athlétisme, fermé depuis 15 ans, dans un quartier très bétonné. Les enfants doivent prendre les transports en commun pour rejoindre un parc. Cela fait un an et demi qu'on les accompagne, et on poursuivra tant que le stade ne sera pas rouvert.

Autre exemple : à Auderghem, dans une cité sociale, nous accompagnons des locataires confrontés à des charges communes trop élevées, qu'ils ne comprennent pas. Ce sont des collègues travaillant sur la précarité énergétique, ainsi que les Équipes Populaires, qui nous ont sollicités. Ils avaient besoin d'un outil pour fédérer des plaintes individuelles en dynamique collective. On les soutient depuis un an et demi. On envisage d'ailleurs de reproduire ce travail dans une autre cité gérée par la même société de logement, pour renforcer la mobilisation. Nous restons présents tant qu'une victoire suffisante n'est pas obtenue.

Comment gérer le temps long de la collectivisation face à l'urgence sociale ?

Justine : Ce n'est pas évident ! Dans le cas d'Auderghem, par exemple, dans les premiers contacts, les gens nous disent qu'ils ont déjà essayé de contacter la commune ou la SISP ((Société Immobili-

intersectorielle. Nos partenaires sont de secteurs différents : aide à la jeunesse, personnes âgées, promotion de la santé, CASG, CAP, maisons médicales, etc. Le choix des quartiers se base sur des indicateurs sociaux et sanitaires. Il y a un lien entre inégalités sociales et de santé. Nous travaillons surtout dans le croissant pauvre de Bruxelles. Notre public est majoritairement en grande précarité : des personnes peu écoutées, qui rencontrent des difficultés multiples et complexes.

Et les BRI-Co ?

Justine : Le dispositif consiste à s'installer au cœur d'un quartier pendant trois jours, avec une équipe : une coordinatrice, un cuisinier, une logisticienne et trois chercheurs-intervenants, et des RAQ qui se joignent à nous. L'objectif est de créer un espace d'accueil propice à la prise de parole sur le vécu ou une problématique locale. Les discussions sont assez libres. On distribue des repas à midi,

en veillant à la convivialité. On prend soin de la participation, car se livrer est exigeant. Les projets ont évolué depuis les premiers BRI-Co. À l'époque, dans le cadre d'ALCOV, il s'agissait de revenir vers des gens qui s'étaient sentis abandonnés. On posait une question simple : « *S'il fallait réparer quelque chose dans le quartier, par où commencer ?* », qu'il s'agisse d'une infrastructure ou d'un lien social. C'était une forme de diagnostic à l'échelle d'un microterritoire. À la fin des trois jours, on organisait un moment de restitution. À partir des récits individuels, on essayait de produire une parole collective, en repérant ce qui était commun. Le but était de lancer une dynamique communautaire. L'équipe BRI-Co accompagnait la suite : réunions, soutien aux habitants, interpellation d'institutions ou pouvoirs publics, médiation... On sentait qu'on portait les collectifs, et que sans nous, ils s'éteignaient. Ce fut le cas dans de nombreux endroits. Par exemple, dans un BRI-Co, les habitants

lière de Service Public), sans résultat. Ils sont démotivés. Nous proposons alors de faire les choses autrement : à plusieurs, et avec notre soutien, y compris financier s'il faut organiser un événement ou produire de la communication. Cela redonne de l'élan. L'implication des médias joue aussi. Philippe Engels, journaliste, prépare un dossier sur le logement et est venu à Auderghem pour observer ce qui se passe. Les habitants étaient fiers d'être pris comme exemple, fiers que leur lutte attire l'attention de la presse. Être reconnu est une vraie source de motivation. Mais sur le long terme, il faut entretenir une forme de convivialité, une joie dans un contexte souvent pesant. Nous organisons des repas, des moments collectifs pour que le groupe ne soit pas uniquement centré sur la revendication, mais aussi sur le lien social. C'est essentiel.

Céline : Il y a une part de travail individuel, mais notre posture est communautaire. Il faut repérer si la difficulté évoquée est partagée, puis mettre les gens en lien pour agir collectivement. Un autre aspect important, c'est le lien entre acteurs : entre habitants, entre associations, et entre les deux. Ce maillage est fondamental.

Pourquoi, sans la présence de travailleurs sociaux ou de permanents, la collectivisation ne se fait-elle plus spontanément ?

Thomas : Il y a un certain désenchantement. Avec les BRI-Co et les RAQ, on voit réapparaître des personnes qui prennent vraiment le temps de l'écoute. Et ce temps-là est précieux, c'est souvent la meilleure porte d'entrée. Les travailleurs sociaux doivent être de plus en plus efficaces, traiter un nombre précis de dossiers par jour. Ici on est plutôt dans un objectif de robustesse plutôt que d'efficacité. L'un de nos objectifs, c'est aussi de repolitiser, d'encourager l'organisation collective. Beaucoup ignorent, par exemple, qu'il suffit de 25 signatures pour faire une interpellation communale.

Raphaëlle : On a remarqué qu'après le covid, beaucoup de lieux de rencontre



ont disparu. Les gens n'ont plus d'espaces pour se croiser. À Evere, on a organisé un BRI-Co qui a très bien marché, notamment grâce à la présence d'un espace collectif qui a permis la rencontre lors du BRI-Co et qui pourra accueillir une série de choses après. Il y avait là une dynamique qui manque ailleurs, dans des quartiers sans ce type de structure.

Justine : Jérôme Van Ruychevelt¹, dans sa récente étude, explique qu'au début du XX^e siècle, la classe ouvrière disposait de nombreux espaces pour se retrouver. La conscience de classe naissait de ces échanges : on réalisait que d'autres vivaient les mêmes oppressions. Aujourd'hui, l'individualisme domine, et il devient difficile de penser collectivement les systèmes. On croit facilement que chacun détient les clés de sa réussite. Il ne suffit pas de transmettre des savoirs pour éveiller une conscience de classe ; il faut aussi recréer du lien, comme autrefois. Refaire collectif, c'est aussi prendre conscience des oppressions partagées, des systèmes injustes.

Ces projets redonnent-ils confiance en la démocratie ?

Justine : On mène souvent des entretiens avec les personnes impliquées dans les suites des projets, pour comprendre leur point de vue. Des membres du collectif *Front de Mères* nous ont dit que, sans une figure crédible à leurs côtés, elles n'étaient pas écoutées. En tant

que fédération, avec une directrice reconnue dans le monde politique, nous avons des leviers. Cela montre peut-être que la démocratie est en défaut : il faut des tiers pour se faire entendre. Même les PCS, dans les cités sociales, disent avoir besoin de nous pour faire le lien entre habitants et SISP. On essaie de confronter les institutions – communes, SISP... – à la distance qu'elles créent elles-mêmes avec leurs locataires. Oui, on veut redonner du pouvoir d'agir, mais on a peu de moyens concrets pour y parvenir. Il n'y a pas de réelle volonté politique d'écouter les besoins des gens.

Raphaëlle : À Evere, les habitants ont apprécié qu'on agisse pour eux, sans attendre de contrepartie. On ne voulait rien leur vendre, ni les orienter vers un parti. On était là, avec un repas, du temps, une écoute... ce n'est pas ce à quoi ils sont habitués. Les RAQ étaient là aussi, et c'est une aide précieuse : leur ancrage associatif et leur connaissance du terrain leur permettent d'informer et d'orienter efficacement.

Justine : Ces projets redonnent confiance dans les corps intermédiaires, dans le tissu associatif, pas forcément dans les autorités publiques. Ils réhabilitent l'idée de collectif, montrent qu'on peut, ensemble, tenter quelque chose. Pour beaucoup, la démocratie se limite aux responsables politiques... et la défiance, dans le contexte actuel, est très forte.

Quelles sont vos méthodes pour « aller vers » les habitants ?

Céline : Le travail communautaire, c'est faire communauté autour de questions structurelles, ancrées dans les quartiers. On réfléchit à où aller, et comment. Il existe plein de façons d'« aller vers » : être présent sur les marchés, organiser une fête de quartier, faire du porte-à-porte, créer un dispositif mobile dans l'espace public... Par exemple, une de nos collègues s'installait dans un café avec du matériel informatique, accompagnée de l'EPN, pour aider les gens dans leurs démarches administratives. C'est un travail d'adaptation : il faut trouver la bonne approche selon les contextes, les personnes, le tissu associatif. Les objectifs varient aussi : transmettre des infos, récolter la parole, etc. Ce qui fait la richesse des RAQ, c'est justement cette diversité.

« Aller vers », c'est sortir des murs, aller dans les interstices – ceux des institutions, des quartiers, là où on ne va pas d'ordinaire. Pas pour les coloniser, mais pour les rencontrer. Pour que ces interstices nous transforment, nous, en tant qu'institution, en tant que professionnels, et transformant aussi leurs quartiers. Il ne s'agit pas

de faire entrer les gens dans nos cases, mais de laisser leurs réalités modifier notre manière de travailler. Être à l'écoute de ce qu'ils disent, de ce qu'ils nous apprennent sur nos dispositifs, sur leur accessibilité (numérique ou autre), pour nous remettre en question et accepter d'être bousculés.

Les gens répondent-ils présents ?

Justine : Dans les BRI-Co, on peut accueillir jusqu'à 150 personnes par jour. On investit l'espace public, on va vers les gens au lieu de les attendre. On privilégie une communication « pauvre » : peu institutionnelle, chaleureuse, bricolée.

Raphaëlle : On crée des affiches à la main, avec nos dessins, et on soigne les invitations : joli papier, pas négligé. Les gens le remarquent. On les dépose dans les boîtes aux lettres ou on les remet en main propre pour engager la discussion. Au début, un repas gratuit, une invitation... les gens doutent, mais viennent par curiosité. On traduit aussi nos flyers en plusieurs langues.

Justine : L'équipe RAQ est multilingue, on parle 12 langues ! C'est une vraie force.

Comment vous situez-vous par rapport à l'éducation permanente ?

Céline : J'ai l'impression qu'en travail communautaire, on travaille surtout sur le lien : au territoire – pour que les gens puissent agir dessus –, entre habitants, et avec les professionnels. Vous, de votre côté, vous travaillez davantage à renforcer l'esprit critique. J'ai lu récemment *Écologie et démocratie*², qui montre qu'on ne peut faire démocratie que si l'on se sent lié à son territoire et à ses voisins. Ce sentiment d'interdépendance pousse à s'impliquer, à prendre la parole, à vouloir améliorer les choses.

Justine : Nos actions rejoignent clairement l'éducation permanente. Dans les BRI-Co et les RAQ, on part de la parole des gens, et notre rôle est de les aider à en faire quelque chose. On les informe sur le fonctionnement du système, pour qu'ils comprennent les dimensions collectives des problèmes qu'ils vivent individuellement. À Auderghem, on a par exemple projeté *Alerte Molenbeek*, un film sur des mobilisations d'habitants. L'idée était de leur donner un support pour penser le logement au-delà de leur propre situation. C'est une forme d'éducation populaire, mais informelle. On devrait renforcer les liens avec les acteurs de l'éducation permanente.

Thomas : Je partage ce constat de complémentarité. On s'inspire beaucoup des outils de l'éducation permanente. Mais je n'aime pas trop le mot « éducation » : je me sens davantage dans une logique d'émancipation. On a des chemins similaires, mais des finalités différentes. L'éducation permanente est un agrément ; à la FDSS, on parle plutôt d'un mode d'action sociale, celui du communautaire. □

**Propos recueillis
par Adrienne Demaret**

1. Jérôme Van Ruychevelt Ebstein, *Pourquoi les narratifs de gauche ne touchent plus les classes populaires. Le cas de la Belgique francophone*, Ceci n'est pas une crise, 2025.
2. Joëlle Zask, *Écologie et démocratie*, Premier Parallèle, 2022.



LE VACCIN COLLECTIF DE L'ÉDUCATION PERMANENTE FACE AU COMPLOTISME

Par Charlotte Renouprez

Les narratifs
conspirationnistes
ont toujours existé
mais, ces dernières
années, leur
diffusion semble
s'emballer. Cela
impacte la société,
et a fortiori les
acteurs d'éducation
permanente,
leur capacité à
produire un discours
collectif critique et
rigoureux. À quels
défis sommes-
nous confrontés
aujourd'hui, en quoi
ces narratifs peuvent-
ils être une menace
pour les luttes
sociales, et surtout
en quoi la démarche
d'éducation populaire
peut-elle faire partie
des remèdes ?



UNE VISION DU MONDE, UN PROCESSUS SOCIAL

Commençons par le commencement, et définissons exactement de quoi nous parlons. Jacinthe Mazzocchetti¹, professeure et anthropologue à l'UCL insiste sur l'importance de distinguer la notion de complot de celle de narratifs complotistes. Ces derniers renvoient à un mode de pensée, une façon singulière d'appréhender le monde. Ils donnent une explication unique, simple, à des questions et préoccupations multiples et compliquées – et par ailleurs bien souvent légitimes² ! Julien Giry, politologue à l'Université de Tours, insiste quant à lui sur la dimension de « processus social » du conspirationnisme : c'est à travers des interactions entre personnes qui pensent de la même manière que ce type de vision du monde se développe et acquiert une réelle fonction sociale – nous y reviendrons. Enfin, dernier élément à prendre en compte, ces narratifs peuvent séduire des personnes très différentes issues de tout type de milieu social.

POURQUOI ÇA A TANT DE SUCCÈS : LA FONCTION SOCIALE

Les spécialistes qui s'intéressent à la question soulignent que le point commun entre les personnes sensibles aux idées conspirationnistes est le sentiment d'impuissance, d'être dépossédé des mécanismes démocratiques. Des personnes qui ne se sentent pas écoutées, dont les croyances sont disqualifiées dans l'espace public, qui ne se reconnaissent pas dans le système démocratique tel qu'il existe aujourd'hui, qui n'ont pas de pouvoir d'agir sur leurs conditions d'existence, qui n'ont pas confiance dans un système qu'ils ne comprennent pas.... Ces récits,

finalement, répondent à des questions existentielles, à ce besoin fondamental « *de comprendre ce qui se passe et pour quoi on vit ce que l'on vit. L'imaginaire complotiste a cette fonction d'explication et de réassurance*³ ». Avec les théories du complot, non seulement on se sent rassuré (nous avons des réponses à nos questions existentielles) mais aussi valorisé : nous faisons partie « *d'une communauté de sachants, d'éclairés, alors que la quasi-totalité de nos contemporains n'ont rien compris et restent victimes du complot. C'est très puissant*⁴ ».

C'ÉTAIT MIEUX AVANT... VRAIMENT ?

Le phénomène est difficilement quantifiable, ce qui n'empêche d'avancer deux certitudes : ce type de discours a toujours existé, et nous y sommes aujourd'hui plus exposés qu'avant. Ce qui a changé aujourd'hui, ce n'est donc pas tant l'augmentation de l'adhésion à ce type de narratif, mais plutôt l'augmentation de sa visibilité, des espaces où il peut se déployer, du nombre de personnes qui y sont exposées. Internet (les réseaux sociaux en particulier, mais aussi les médias) joue comme caisse de résonance aux propos conspirationnistes. Il y a surabondance d'information, ce qui crée paradoxalement de la désinformation. Difficile de naviguer dans cet océan d'information, de s'y retrouver entre le vrai et le faux, de faire la différence entre des explications correctes, fiables, des théories farfelues qui donnent une toute autre explication à nos préoccupations. De plus, les algorithmes créent une logique de bulles informationnelles dont il est parfois difficile de sortir : lorsqu'un individu surfe sur Internet, il se voit proposer automatiquement des contenus conformes à ses préférences... Et voit donc son raisonnement initial confirmé, renforcé, même s'il est erroné. Internet permet aussi des espaces alternatifs de liberté où déployer ses croyances au sein d'une même communauté sans trouver de contradicteur. C'est sécurisant, cela donne un sentiment d'appartenance. Pas étonnant

donc que les personnes sensibles à ces discours soient justement celles et ceux qui ne se sentent pas reconnus dans la société. Les réseaux sociaux et Internet nous confrontent à de nouveaux défis en termes de logique informationnelle, de rapidité et de massification de la diffusion d'une certaine vision du monde, mais ne changent pas la logique de fond ni les raisons pour lesquelles des gens y adhèrent.

Vers l'égalité et au-delà

Dans le livre *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Pickett et Wilkinson montrent que les sociétés les plus égalitaires sont celles qui ont le niveau de confiance le plus élevé... Les narratifs complotistes permettant de se réassurer dans un contexte de défiance politique, l'angle diminution des égalités serait une bonne piste pour relever le défi de la défiance, non ?

UN DANGER POUR LES LUTTES SOCIALES

Ces narratifs viennent forcément perturber et questionner notre modèle démocratique, puisqu'ils ambitionnent de donner des réponses (fausses) à des problèmes qui, eux, sont bien réels, à des préoccupations qui, elles, sont bien légitimes. Ils n'outillent pas les personnes concernées pour retrouver un pouvoir d'agir sur leur vie. Ils désarment plutôt qu'ils n'arment. Ils alimentent une certaine méfiance à l'égard des institutions et ne permettent pas d'identifier les structures de pouvoir à l'œuvre dans la société qui produisent inégalités, discriminations, pauvreté... En ce sens, ils servent

le modèle actuel car ils alimentent *a minima un statu quo* de la situation actuelle. Le collectif italien Wu Ming l'a bien démontré : « *Les fantasmes de complot interceptent (...) le mécontentement, la frustration, la colère sociale et la peur, mettant en mouvement les énergies et les ressources de personnes qui, peut-être dans d'autres conditions, s'engageraient dans des luttes sociales et environnementales. Ces énergies sont détournées et canalisées vers des endroits où elles se dissiperont ou, pire, renforceront des idéologies réactionnaires* »⁵. Il y a donc

un réel enjeu à se saisir de ce que nous dit l'existence et l'adhésion à ce type de narratif, à tenter de répondre autrement au besoin fondamental qui se cache derrière ces croyances, à proposer autre chose qui puisse remplir la même fonction sociale de réassurance, de sentiment d'appartenance à une communauté, de légitimation.

TRAITER LA MALADIE, PAS LE SYMPTÔME

Il s'agirait donc de considérer le complotisme comme le symptôme d'autre chose et de le traiter comme tel. Le voir comme révélateur d'un dysfonctionnement social et traiter ce dysfonctionnement. Perte de confiance, perte de repères pour faire société, défiance, inégalités. La permanence de narratifs complotistes est-elle pour autant le signal d'une inefficacité, voire d'un échec de l'éducation permanente ? Ou au contraire, le signe qu'il est crucial pour nous de nous saisir de cet enjeu, de renforcer et approfondir nos méthodes pour accompagner une pensée et un regard complexe sur le monde qui nous entoure ? Mon point de vue est que l'éducation permanente et ses outils font partie de la solution.

Aux *Équipes Populaires*, nous avons à cœur de nous attaquer à des situations réelles, aux conditions matérielles d'existence des gens, à recréer du lien et du collectif *dans la vraie vie*. À mon sens, notre démarche permet d'avoir un impact sur les différentes facettes du *symptôme complotisme*. Nous travaillons à retrouver du pouvoir d'agir collectif, plutôt que de rester dans l'impuissance. Nous utilisons ensemble des outils rigoureux permettant de comprendre le monde qui nous entoure, les structures de domination, les origines des inégalités. En adoptant une posture éthique rigoureuse : ni moquerie, ni morale, ni silence, ni stigmatisme, mais bien rentrer dans la discussion, faire un bout de chemin *ensemble* et construire un esprit critique *ensemble*. J'insiste, *ensemble*, car c'est bien là une de nos spécificités pré-

cieuses : le collectif ! Car c'est bien dans la conflictualité collective que du commun peut se construire. Nous luttons pour la défense des droits sociaux, pour en promouvoir de nouveaux, pour proposer un modèle de société plus égalitaire. Nous défendons une éducation permanente qui redonne confiance non seulement en soi, dans le collectif, mais aussi dans les institutions, la société, l'État comme étant capables de protéger tout le monde et pas seulement quelques-uns. Notre ambition est de recréer un monde commun et émancipateur, ce qui n'est pas une mince affaire dans une société fragmentée comme la nôtre, où des micro-communautés ne partagent plus la même réalité, n'entrent quasiment plus en contact les unes avec les autres, n'échangent plus. Un des grands enjeux est donc de réussir à proposer un cadre collectif sécurisant qui permette de déposer et mettre en débat ces conflictualités. □

L'éco-complotisme et l'écologie populaire

« *Le conspirationnisme fait d'énormes dégâts dans nos rangs. C'est une machine très séduisante, qui peut isoler les individus et les transformer en fachos en quelques semaines* », explique Nicolas, cofondateur d'un collectif français se documentant sur le phénomène éco-complotiste. Il a en effet le vent en poupe dans la sphère militante écologiste, et amène parfois à des ruptures nettes entre collectifs et militants. Ces derniers tentent des approches pédagogiques pour les éviter, mais ce n'est pas toujours couronné de succès. Ramener sur du concret avec des faits et des preuves, éviter les tournures de phrases floues lors de discussions politiques (le « on », le « ils » désincarné), conserver comme boussole l'horizon émancipateur et l'inclusivité⁶, ... Et si l'écologie populaire était aussi une réponse à ce phénomène ? Car c'est bien tout cela que nous mettons derrière ce concept : une écologie égalitaire, solidaire, inclusive, qui soit un enjeu démocratique, ancré localement, à partir de la réalité des gens...

1. Jacinthe Mazzocchetti, « Ne pas être un mouton : conspirationnismes et sentiment d'(im-)puissance », dans *Démocratie* n°4, avril 2021.

2. Pour définir plus en détail ce « style complotiste », je vous invite à vous replonger dans le *Contrastes* n°201, « Démocratie : un peu, beaucoup, à la folie... Pas du tout ? ».

3. Johann Chapoutot, « Quand on regarde l'histoire, tous les discours complotistes sont là pour servir le pouvoir », propos recueillis par Fabien Benoit dans *Socialter* n°68, février-mars 2025.

4. *Idem*.

5. Thibaud Schepman, « La grande confusion : Chez les écolos aussi, les complots séduisent », dans *Socialter* n°68, février-mars 2025.

6. Pour aller plus loin sur ce sujet, je vous invite vivement à lire le dossier « Le grand complot écolo » du n°68 de la revue *Socialter*.

ÉQUIPES POPULAIRES DE 1001 MANIÈRES

Par Monique Van Dieren



Au sein des Équipes Populaires, les pratiques d'éducation permanente ont évolué au fil du temps. Le modèle unique de groupe local des trente premières années s'est progressivement transformé en un foisonnement de pratiques et d'initiatives diverses qui coexistent, se complètent, s'influencent, s'alimentent les unes les autres. Ces manières de faire ont, chacune, leurs forces et leurs faiblesses.

Dès la création du mouvement en 1947 et dans les années 50, 60 et 70, la toute grande majorité des groupes locaux des Équipes populaires étaient constitués de personnes habitant dans un même quartier ou commune. Quelques-uns rassemblaient des personnes travaillant dans la même entreprise. Ces groupes pratiquaient la « révision de vie » : au départ de leur expérience personnelle, ils débattaient des réalités du monde du travail et s'interrogeaient sur les injustices sociales.

L'ÉQUIPE POPULAIRE « HISTORIQUE »

Au fil du temps, ces groupes ont évolué (disparition de la référence évangélique au profit de l'analyse de l'actualité par exemple), mais il reste encore aujourd'hui des groupes enracinés dans cette pratique. Ceux-ci visent la stabilité dans le fonctionnement, la composition, et la continuité dans le temps. À force de se voir régulièrement depuis plusieurs années et de débattre des questions de société, ils finissent par constituer un groupe soudé, regroupant des militants très « politisés », engagés à tous niveaux du mouvement, y compris dans d'autres associations. Il y a une forte dimension d'émancipation individuelle grâce à l'apport du groupe. « *L'équipe locale, c'est ma seconde famille* » a-t-on pu entendre dire.

Le puissant ancrage de ce type de groupes a pu conduire certains à penser que cette manière de faire était la seule possible. Notre mouvement a ainsi connu des réticences à l'émergence d'autres modèles. « *Les groupes qui cultivent un potager, font du tricot ou des produits ménagers, préparent un repas, ce n'est pas de l'éducation permanente...* ». Heureusement, ces préjugés ont été dépassés par une confrontation à la réalité, par-delà les apparences.

Ces groupes ont aussi parfois des difficultés à être présents sur l'espace public et à s'ouvrir à de nouveaux membres, notamment des plus jeunes. C'est la raison pour laquelle ils sont de moins en moins nombreux. Par ailleurs, ce type de militantisme est de moins en moins recherché par les plus jeunes, qui optent davantage pour des actions de plus courte durée et/ou pour une cause précise.

UN THÈME COMMUN TRAVAILLÉ PARTOUT

En 1988, le mouvement choisit de travailler un thème commun à l'ensemble du mouvement (du communautaire au local) : « Travailler moins, travailler tous, vivre mieux ». Pendant trois ans, cette dynamique porte une revendication socio-politique forte : la réduction du temps de travail, avec ses deux corollaires : la réduction du chômage et l'augmentation du temps libre.

Une grande enquête est lancée, relayée par la plupart des groupes locaux. Elle porte sur le temps de travail mais aussi sur l'occupation des temps libres, la répartition des tâches ménagères, l'accès aux activités culturelles... Cette enquête est relayée et analysée par la plupart des groupes locaux qui marchent « comme un seul homme » derrière une action initiée par le mouvement communautaire. Des outils d'animation sont proposés, notamment un argumentaire pour défendre la réduction du temps de travail auprès du grand public.

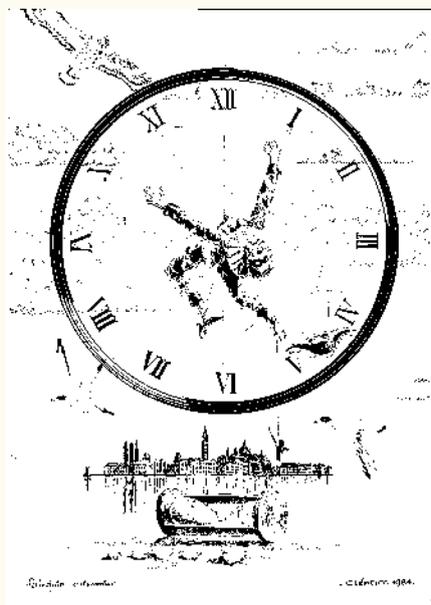
Cette dynamique commune a été portée et suivie à tous niveaux du mouvement, ce qui a donné du poids à ses revendications et a procuré le sentiment de « faire mouvement », un mouvement solide et uni. Ce n'est pas sans raison que « *les Équipes populaires, une force pour mieux vivre* » fut le slogan choisi pour définir le mouvement suite à cet élan commun.

Dans la trajectoire pédagogique du mouvement, on peut dire que c'est le dernier thème commun qui a réellement mobilisé la quasi-totalité des groupes locaux. Les campagnes de sensibilisation développées depuis les années 2000 n'ont jamais eu la prétention de mobiliser l'ensemble des groupes locaux autour d'un thème commun, mais elles se sont appuyées sur leurs réseaux pour les relayer auprès de l'opinion publique.

LES ARTISTES DU SOIR ET DE LA NUIT

À l'occasion du 40^e anniversaire des Équipes Populaires en 1987, le mouvement avait décidé de mettre en avant dans une exposition les talents artistiques de personnes membres ou sympathisantes du mouvement. L'objectif : valoriser une forme d'expression peu connue et peu reconnue dans le milieu populaire. On les a appelés « les Artistes du soir et de la nuit », car il s'agissait d'artistes amateurs qui pratiquaient leur art (peinture, sculpture, poésie) dans l'ombre, en toute discrétion.

L'exposition (et sa préparation) a créé une dynamique collective entre les artistes, qui ont exprimé l'envie de se retrouver pour « briser la solitude de l'artiste ». Cela a donné naissance à plusieurs groupes d'artistes à Liège, Charleroi et au Brabant wallon, qui se réunissaient pour créer ensemble et préparer des expositions collectives, notamment dans le cadre de rencontres organisées par les EP.



Oeuvre réalisée par un "Artiste du soir et de la nuit", 1984

Cette démarche a créé un fort engouement dans le mouvement. Ce fut la découverte d'une autre forme d'expression que la parole ou l'écrit pour exprimer sa vision de la société. En effet, la plupart des artistes étaient très « politisés » dans leur manière de penser (et de s'exprimer), même s'ils n'étaient pas nécessairement portés vers l'action ou la revendication politique.

Cette initiative a été très valorisante pour des personnes du milieu populaire dont les talents n'étaient pas reconnus. Plusieurs expositions collectives ont été organisées en Wallonie (et même en France, à la demande de la CFDT !). C'était l'époque où la Communauté française cherchait à mettre en évidence l'importance de la « démocratie culturelle », contrairement à la vision élitiste de la « démocratisation de la Culture ». Pourtant, cette activité a été vivement critiquée par l'administration de l'époque, qui la jugeait avec condescendance, considérant qu'il ne s'agissait pas de « vrais » artistes.

TABLES ET FOURNEAUX

Autre initiative développée à Charleroi (*La Table d'Autres*) et au Brabant wallon (*L'Autre table*) : proposer à des personnes de confectionner ensemble un repas avec des invendus préalablement récoltés au marché. Il s'agit de créer un moment convivial et participatif : on va ensemble au marché local, puis le soir ou le lendemain on prépare ensemble un repas en fonction de ce qu'on a reçu des maraichers. Pendant ou après le repas, une discussion est organisée, autour des enjeux de production et de consommation alimentaire, du local au mondial.

Une initiative similaire avait déjà été expérimentée à Huy dans les années 80. Intitulée « *Les Fourneaux sans frontières* », le but était de partir à la découverte d'autres cultures en confectionnant ensemble un repas proposé par des personnes d'origine étrangère.



Cette démarche démarre avec une activité conviviale autour de la confection d'un repas avec des personnes du milieu populaire. L'objectif initial est de leur permettre de sortir de l'isolement et/ou de se nourrir sainement sans frais. Mais c'est aussi l'opportunité d'aborder un thème qui concerne et intéresse tout le monde (la qualité de l'alimentation) et qui peut être l'amorce de réflexions beaucoup plus larges (l'agrobusiness, le gaspillage, l'impact environnemental, le réchauffement climatique...).

Il est cependant difficile de mobiliser les personnes pour participer à l'ensemble de l'activité : récolte au marché, préparation du repas, organisation d'un débat. Cela demande une infrastructure adéquate (cuisine, salle) et beaucoup d'énergie pour les animateurs. Et pour éviter le risque de lassitude, le groupe doit se montrer ouvert à l'élargissement à d'autres thématiques de débat tout en ne dénaturant pas les objectifs du projet.

ALLER VERS LES PUBLICS PRÉCARISÉS

L'analyse des caractéristiques sociologiques des membres du mouvement et le constat d'un « éclatement » du milieu populaire¹ ont conduit les EP à aller davantage à la rencontre des publics « désaffiliés » là où ils sont, notamment en travaillant en partenariat avec les CPAS. Ces partenariats sont assumés et mis en place à certaines conditions, sur base d'un conventionnement clair. Les

personnes participent aux activités sur base volontaire (pas d'obligation de participation, pas de contrôle ni de sanction du CPAS). Les thématiques et les méthodes d'animation sont proposées par les animateurs du mouvement en concertation avec les participants. Il est demandé au personnel du CPAS de ne pas être présent durant les animations.

Différents types d'expériences ont été menées tant avec des CPAS qu'avec des organismes d'insertion socio-professionnelle : création et entretien d'un potager collectif, visites de sites et d'associations, création théâtrale, animations sur la sécurité sociale, sur le budget et l'endettement, etc. Certains groupes ont cependant décidé d'interrompre leur collaboration avec le CPAS lorsque celui-ci ne percevait pas la légitimité d'une démarche d'éducation permanente, ou lorsqu'il ne laissait pas au groupe suffisamment d'autonomie.

Ce type d'initiative permet d'aller réellement vers les milieux populaires les plus précarisés, de rompre l'isolement et le sentiment de honte en permettant la rencontre et l'échange avec d'autres personnes qui rencontrent -ou non- des situations de vie similaires. Il démontre la nécessité de créer et maintenir du lien social dans toute démarche d'éducation permanente.

Le mouvement s'est largement questionné (et se questionne encore) sur la frontière parfois floue entre travail social et éducation permanente. Au sein même du mouvement, certains animateurs

peuvent être réticents à ce type de partenariat, considérant que c'est « *mettre une casserole sur le couvercle de la pauvreté plutôt que de s'attaquer à ses racines* ». Mais vu la précarisation des publics, nous constatons que l'éducation permanente doit de plus en plus tenir compte des situations personnelles de vulnérabilité et les intégrer dans sa manière d'entrer en contact avec le public, dans le choix des thématiques, les méthodes utilisées, etc.

UN COMBAT DE LONGUE HALEINE CONTRE LES LOYERS ABUSIFS

En 2010, le mouvement décide de faire campagne sur le coût des loyers qui grève le budget des personnes qui n'ont pas accès à la propriété, en particulier à Bruxelles. Des outils sont proposés pour permettre aux groupes de faire dans leur quartier le relevé des logements mis en location (prix, qualité). Devant les abus constatés dans certains quartiers ou villes, l'idée d'un encadrement des loyers fait son chemin. Grâce à la persévérance de certains groupes et de leurs animateurs, cet objectif se concrétise à Bruxelles en 2021 par l'adoption d'une ordonnance régionale instaurant une grille des loyers, accompagnée d'un mécanisme de contrôle et d'arbitrage (commissions paritaires locatives). Cette grille est devenue contraignante en 2025. À Bruxelles, des groupes de soutien aux locataires ont été créés pour les aider à renégocier le prix de leur loyer lorsque celui-ci était manifestement abusif par rapport à la qualité et la salubrité du logement. Ailleurs, d'autres groupes font pression sur les autorités communales pour lutter contre les logements vides.

Les groupes qui s'intéressaient à la question du logement (principalement à Bruxelles mais aussi à Namur, à Liège et dans le Hainaut occidental) ont été soutenus par le mouvement qui a consacré des moyens financiers et humains pour

les soutenir. Cette démarche consacre une éducation permanente directement politique : il s'agit de réclamer des améliorations concrètes du droit au logement. C'est un travail pédagogique et politique de longue haleine, comprenant de la mutualisation, de la mise en réseau, du plaidoyer, du lobbying. La difficulté réside alors dans le grand écart entre des groupes concrets de locataires et tout le déploiement des dispositifs de plaidoyer politique et de défense juridique – où l'éducation permanente peut se perdre en chemin.

ALLER SUR L'ESPACE PUBLIC

Certains groupes voient le jour grâce à la rencontre de quelques personnes qui ressentent rapidement l'envie ou la nécessité de « sortir de leur coquille » et de porter leurs réflexions et leurs questionnements sur l'espace public. Ces rencontres prennent la forme de *Cafés citoyens* à Nivelles ou de *Midis-cinés* à Liège, à Verviers ou en Wallonie picarde.

Ces groupes se rencontrent pour définir ensemble la programmation des sujets qu'ils veulent mettre en débat, le choix des intervenants ou des films, l'animation, la logistique, la promotion de l'activité. C'est la notion de co-construction qui soude le groupe : les participants mettent leurs connaissances et leurs compétences en commun (logistique, animation...) pour mettre en débat les questions qui les préoccupent sur l'espace public. L'écueil à éviter est que le groupe se contente d'organiser la logistique sans prendre le temps de la réflexion et de l'évaluation, avant et après les activités publiques.

Ce modèle de groupe répond à une critique souvent formulée par les cercles libéraux envers l'éducation permanente, considérant que celle-ci « ronronne en vase clos » sans avoir suffisamment de rayonnement sur son environnement.

ET CE N'EST PAS TOUT !

Parmi les centaines d'expériences développées depuis la création du mouvement, les quelques exemples cités ci-dessus sont évidemment loin d'être exhaustifs. D'autres manières de faire de l'éducation permanente émergent dans notre mouvement. Qu'on pense aux initiatives de « faire ensemble », autour des jardins partagés (à Dampremy, à Baudour, ...) ou au « tricot citoyen » (à Verviers), à la chorale militante de Malmedy ou aux groupes se constituant en solidarité avec la cause palestinienne. Qu'on pense aussi aux ateliers d'arpentage et d'écriture, aux groupes liés au numérique (« ambassadeurs » et « gâchettes » du numérique), ou encore à nos trois troupes de théâtre-action, qui mettent en histoires leurs vécus et réflexions. L'objectif n'est pas de recenser tout ce qui se fait, mais bien de reconnaître qu'il y a de la place pour une multitude d'approches !

LE DÉFI DE LA DIVERSITÉ

Dans tout groupe qui est créé au départ d'une problématique ou d'une méthode bien spécifique, il y a risque d'essoufflement si le groupe ne parvient pas à élargir les thématiques de débat, à aboutir à une action concrète ou à renouveler ses pratiques.

L'éducation permanente est par définition et par nature un « processus » qui s'inscrit dans un temps plus ou moins long. Force est de constater que les groupes ont une durée de vie moins longue que par le passé, notamment parce que la grande majorité des personnes ne sont plus demandeuses d'un engagement sur le moyen ou long terme. Les groupes qui perdurent sont généralement ceux dont les membres sont soudés par des parcours de vie similaires, ou par une forte envie d'émancipation personnelle, ou par l'espoir d'obtenir une petite ou grande victoire « politique ».

En tout cas, on l'a vu, l'action d'éducation permanente n'est pas réductible à une méthode qui serait meilleure qu'une autre. L'« équipe populaire » historique est de moins en moins représentative, mais elle n'a pas disparu. L'approche « culturelle » (théâtre-action, art populaire) met en œuvre d'autres dimensions qu'une approche plus « politique » (loyers abusifs, thème commun), laquelle a des avantages différents des projets de « Faire ensemble » (jardins, tricot, tables d'autres...) ou d'organisation de débats publics. Toutes ces manières d'agir, néanmoins, participent d'un triple processus de démocratie culturelle (la culture, c'est chacun de nous), de politisation (la politique commence dès qu'il y a un « nous ») et d'éducation au sens le plus noble (sortir de soi-même), grâce au recul critique que permet la mise en travail d'un groupe.

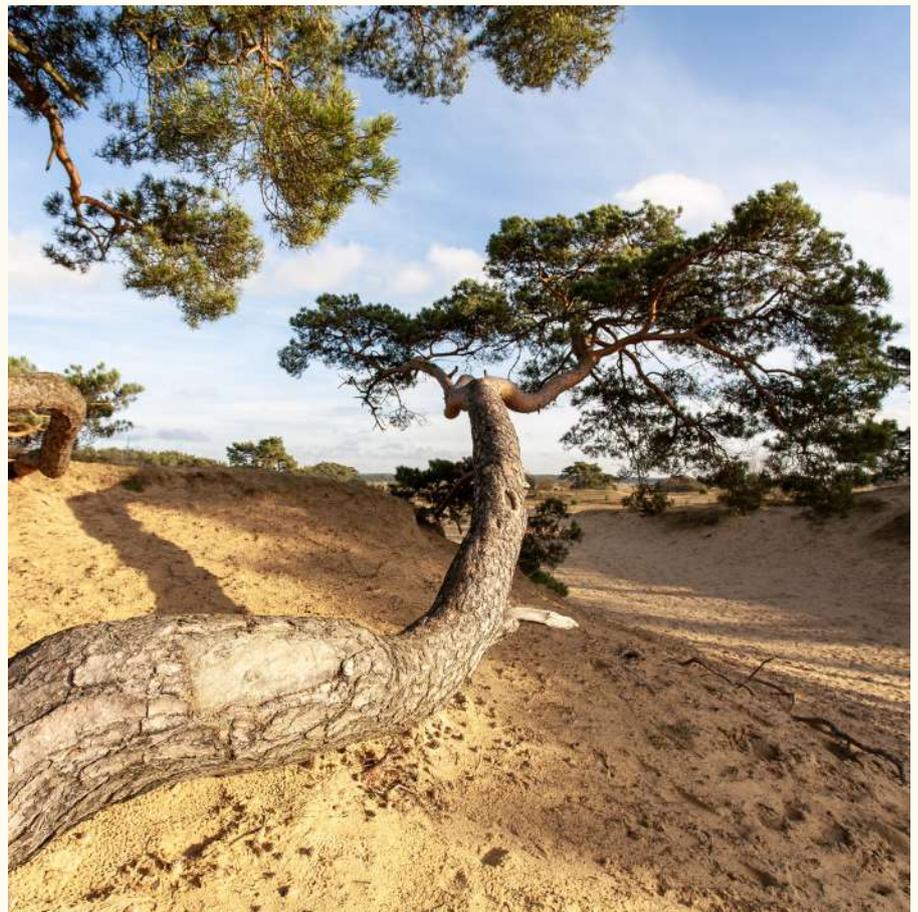
C'est par fidélité à des principes forts que notre action d'éducation permanente s'est diversifiée et décentralisée, pour toucher au plus près les réalités de vie des milieux populaires, moins homogènes qu'autrefois. Cette diversité est donc une richesse et, paradoxalement, une réponse unifiée car correspondant à notre maxime « L'essentiel, c'est le groupe ». Mais elle conduit aussi à se demander comment lutter contre l'éclatement des situations et comment faire vivre, pas seulement des processus, mais de véritables « écosystèmes » d'éducation permanente. Laissons cela pour l'article qui suit. □

1. Le sociologue français Robert Castel distingue trois catégories de personnes du milieu populaire : les personnes intégrées, vulnérables et désaffiliées. Lire à ce sujet Muriel Vanderborght, *Vous avez dit « Milieux populaires » ? Entre position sociale commune et éclatement des réalités*, Point de repères, Équipes Populaires, décembre 2012.

DES OASIS D'ÉCOUTE DANS LA TOURMENTE

Par Guillaume Lohest

Face à une époque marquée par l'effondrement écologique, la montée des extrêmes et la perte de repères collectifs, beaucoup d'acteurs de l'éducation populaire ressentent doute, fatigue ou désarroi. Comment continuer à agir sans céder au désespoir ? Cet article interroge nos pratiques en convoquant le concept de résonance développé par le sociologue Hartmut Rosa.



Il est possible que celles et ceux qui pratiquent l'éducation permanente au quotidien, qu'il s'agisse de leur métier ou d'un engagement bénévole, soient aujourd'hui en proie à un certain doute. Ou dans un relatif désarroi. En effet, le contexte sociétal n'invite pas à l'optimisme. La démocratie est malade et de plus en plus fragile. L'extrême droite et le populisme fleurissent partout ou presque. La prise de conscience des limites planétaires, de l'extinction massive de la biodiversité, des catastrophes écologiques ne s'accompagne d'aucun virage politique ou économique majeur. Le consumérisme, l'individualisme et la numérisation poursuivent leur marche aveugle et triomphante. Les inégalités progressent. La défiance s'installe. Des guerres, des massacres et des génocides sont menés en toute impunité. Le droit international et les droits humains sont, chaque année davantage, délégitimés dans les discours et niés dans les faits. La capacité à échanger se détériore. Le débat d'idées devient un clash d'opinions, de stéréotypes et d'injures.

Exagération ? Si vous pensez qu'il faut relativiser et que le monde ne se porte pas si mal que cela, cet article n'est pas pour vous. Si, par contre, ce tableau apocalyptique vous parle, c'est que vous faites, vous aussi, le diagnostic qu'un mal profond ronge l'humanité et que notre époque est au bord de l'abîme – n'ayons pas peur des mots. Réfléchissons donc un moment ensemble sous le sceau de la lucidité.

RENONCER À LA LIGNE DU TEMPS

L'objet de cette réflexion est simple : comment pratiquer l'éducation permanente si l'on est hanté par ce contexte qui ressemble fort à une défaite culturelle abyssale ? Quel regard porter sur notre idéal d'éducation populaire pour qu'il reste vivant et inébranlable dans cette époque obscure qui est la nôtre ? Quelles images mobiliser pour continuer à y croire ? Je pense profondément que nous en sommes là – et que s'il existe un espace où il soit possible de l'exprimer aussi crûment, c'est bien celui, précisément, de l'éducation populaire. Cet aveu permet déjà, en réalité, une respiration dans l'atmosphère étouffante de la communication militante et politique, au sein de laquelle on tente de montrer qu'on y croit pour ne pas désespérer les autres autour de soi. Mais ce mensonge performatif tourne à vide, alors laissons-le de côté et tentons de nous raccrocher à quelques éléments solides.

Une première observation serait à mettre en discussion : l'éducation populaire apparaît comme prisonnière d'une vision linéaire du progrès et de la transformation sociale. S'étant construite au fil des 19^e et 20^e siècles, l'éducation permanente repose sur l'imaginaire partagé du Progrès. Implicitement, nous attendons d'elle qu'elle participe de façon visible et immédiate à une amélioration du monde, dans une trajectoire qui mène de l'injustice à la justice, qui construit des droits. Et c'est bien logique. Conséquence très pratique de cette vision du monde :

nous inscrivons spontanément notre action sur une ligne du temps qui va vers un mieux, dans une dynamique sociale ascendante, portée par la conscience, l'éducation, l'organisation collective. Nous pensons depuis deux siècles qu'il y a un sens à l'histoire, ou du moins un avenir à construire. Or aujourd'hui, cette linéarité ne tient plus, elle est contredite non seulement par les faits et par l'actualité, mais aussi par les sens, les intuitions, les appréhensions. L'avenir n'apparaît plus comme un champ de possibles, mais comme une série de menaces. Ce n'est donc pas l'éducation permanente qui est en cause, mais le régime historique dans lequel elle s'est développée. Il n'empêche que les catégories classiques de l'action éducative – transformation, conscientisation, empowerment – perdent leur portée. Non qu'elles soient fausses, mais elles deviennent inopérantes si l'on ne travaille pas d'abord les conditions mêmes d'une capacité à agir. Cela permet d'ajuster notre approche et nos efforts. Est-il possible de lancer des projets, des groupes, des dynamiques d'éducation populaire en acceptant de renoncer à cette image linéaire du « chemin », du fil rouge, de la trajectoire (ce qui ne signifie pas qu'il n'y en aura pas !), en acceptant de suspendre en nous cet imaginaire du Progrès ?

BIEN PLUS PROFOND

Cette question invite, au fond, à débarasser l'éducation populaire de toute une série de réflexes et de représentations périphériques avec lesquelles nous évaluons implicitement notre action. L'exemple le plus évident concerne les idées politiques : là où nous sommes environnés de stéréotypes et d'opinions réactionnaires ou intolérantes, nous avons tendance à y voir le signe d'une défaite de l'éducation populaire. « Si notre action était efficace, l'extrême droite ne progresserait pas... » peut-on avoir tendance à penser. Et nous évaluons donc l'impact de l'éducation permanente en regardant l'évolution des tendances politiques des gouvernements. Mais cette vision repose sur une erreur fondamentale : l'éduca-

tion populaire n'est pas affaire de transmission de programme ou de contenus idéologiques. Elle se situe à un niveau bien plus profond que celui-là. Elle est un apprentissage politique commun, certes, mais non réductible à la couche superficielle des opinions. Elle est bien plus radicale que cela. Autrement dit, et cela peut nous aider dans l'action : elle construit peut-être autre chose en profondeur, des droits dont nous ne soupçonnons pas encore la possibilité, le brouillon d'une culture commune à venir.

Autre chose, mais encore ? Avec quelle attitude, quelle priorité pouvons-nous nous embarquer dans des dynamiques d'éducation populaire, si nous nous interdisons l'attente naïve du progrès social immédiat, dont nous avons vu qu'elle était démentie par les faits autant que par les perceptions intuitives ? À ce stade de la réflexion, il est utile de recourir au concept de « résonance » développé par le sociologue allemand Hartmut Rosa, connu pour avoir décrit la grande accélération dont notre époque subit l'impératif permanent.

S'ATTACHER À LA RÉSONANCE

Un sentiment revient régulièrement chez les acteurs de terrain : celui d'un désajustement. On organise, on propose, on invite – mais il ne se passe plus ce que l'on espérait. Ce n'est pas une absence de participation, ni un rejet explicite. C'est une forme d'usure des dynamiques. La sensation d'une parole qui ne produit plus d'écho. On peut rapporter ce sentiment à ce qu'Hartmut Rosa appelle une crise de la résonance.

Il définit la résonance² comme une manière de se relier au monde qui échappe à la logique dominante de croissance, de performance et d'accélération. À l'opposé de l'aliénation – quand on ne se sent plus en lien avec ce qu'on vit –, la résonance désigne une relation vivante, transformatrice, entre une personne et quelque

choses du monde : un événement, une rencontre, une œuvre, une lutte. Rosa en identifie quatre caractéristiques. Il faut d'abord qu'un élément du monde entre en vibration avec nous : qu'il nous « appelle », nous affecte, nous touche, nous parle vraiment. Ensuite, que nous puissions y répondre de manière active, sensible, personnelle. La résonance n'est pas un choc passif : elle suppose une réponse incarnée. Troisièmement, cette relation modifie quelque chose – en nous, mais aussi parfois dans le monde lui-même. Enfin, la résonance ne se décrète pas : elle reste fondamentalement *indisponible*, c'est-à-dire qu'on ne peut ni la planifier, ni la produire sur commande.

L'ÉCOUTE COMME FONDEMENT

Appliquant ce concept au terrain qui nous est propre, celui de l'éducation permanente, cela signifie que la priorité absolue de notre démarche pourrait être celle-ci : restaurer les conditions d'émergence de relations de résonance, ce qui implique que l'écoute, dans le processus de résonance (et donc d'éducation permanente) acquiert « *un sens très profond, de nature existentielle : être réceptif, capable de se laisser atteindre par quelque chose d'« autre », hors de notre contrôle, et d'entrer dans un processus qui nous transforme d'une manière que nous ne pouvons prédire ou maîtriser. L'écoute, en ce sens, n'est pas une action ponctuelle et volontaire, mais une caractéristique essentielle et constitutive des sujets humains*³ ».

Hartmut Rosa touche même encore plus précisément au cœur de notre réflexion quand il se demande : de quoi avons-nous donc besoin dans ce monde ? Sans le savoir, il nous propose presque une définition de l'éducation populaire, en y ajoutant la dimension propre de la résonance : « *Je crois que la société a besoin de se recentrer très exactement sur cette capacité à se faire appeler et sur l'expérience de l'auto-efficacité, sans que le résultat ne soit déterminé à l'avance.*

Cela suppose une certaine disposition à quitter la modalité de l'agressivité et à suspendre la question : « Qu'est-ce que j'y gagne ? Qu'est-ce que cela me rapporte ? À quoi est-ce que je veux parvenir ? Que puis-je contrôler ? Qu'est-ce que je maîtrise ? Qu'est-ce que je ne maîtrise pas ? ». Et il ajoute : « *J'ai aussi besoin d'un espace social et matériel adéquat*⁴ ».

Cet « espace social et matériel adéquat », on peut toujours revendiquer qu'il soit encore plus adéquat, mais je pense néanmoins que l'éducation permanente en Belgique francophone en propose une version assez rare. Ce n'est pas pour rien qu'un récent rapport de l'OCMA en France (Observatoire citoyen de la marchandisation des associations) vante le modèle de « l'oasis belge francophone » de l'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles⁵. Disant cela, je n'affirme nullement que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Simplement, que c'est peut-être de l'intérieur même de cette oasis que nous pouvons redéployer un moteur d'éducation populaire libéré de cette si trompeuse vision linéaire du Progrès. Une image sera posée ici en guise d'invitation à poursuivre la réflexion. Ne serait-il pas pertinent de voir le développement de l'éducation populaire en termes d'enracinement⁶ et d'écosystème, et non plus seulement en « trajectoires » ? Autrement dit, de placer la focale sur la création des conditions d'émergence de l'éducation permanente, plutôt que sur son insaisissable contenu ? Pour nous qui sommes sur le terrain, cela pourrait signifier une modification très concrète. Il s'agirait d'accorder une attention décuplée à nos capacités d'écoute et aux conditions matérielles, spatiales, temporelles, nécessaires à cette qualité d'écoute. Moins s'attacher aux idées et aux points d'arrivée, mais plutôt soigner les racines qui sont la véritable force agissante des oasis. □

1. Performatif : cela renvoie au fait qu'une parole réalise ce qu'elle dit par le simple fait d'être dit. Par exemple : « Je vous déclare coupable » ou « J'y crois ».

2. Voir notamment Hartmut Rosa, « La société de l'écoute. La réceptivité comme essence du bien commun », contribution au Symposium « L'art d'écouter. Deaccelerating Our Ways of Life », Université des sciences humaines d'Utrecht, 30 janvier 2019. Traduit par Philippe Chaniat. Voir aussi Hartmut Rosa, *Résonance - Une sociologie de la relation au monde*, La Découverte, 2018, 2021. Ou encore Hartmut Rosa, *Pourquoi la démocratie a besoin de la religion*, La Découverte, 2023.

3. Hartmut Rosa, « La société de l'écoute. La réceptivité comme essence du bien commun », op. cit.

4. Hartmut Rosa, *Pourquoi la démocratie a besoin de la religion*, La Découverte, 2023.

5. « L'Éducation permanente, source d'inspiration pour l'associatif français », 5 juin 2025, Site Internet de la FESEFA.

6. J'utilise le terme « enracinement » au sens ouvert de Simone Weil, comme un besoin positif et essentiel de l'humain, et pas dans ses significations rabougries et mortifères.

SOMMAIRE

Édito : Le but du chemin est le chemin lui-même

2



L'éducation permanente ne poursuit pas d'autres objectifs qu'elle-même. C'est cela qui la définit et qui la rend essentielle, quelle que soit l'époque où on la pratique.

L'éducation populaire est ancienne et multiple

3



L'éducation populaire n'est pas née d'un moment fondateur unique. Son **histoire** ressemble plutôt à un fleuve alimenté par une multitude d'affluents. Chaque courant y apporte ses matières, ses couleurs, ses contradictions. C'est de cette confluence que naît sa puissance.

L'éducation permanente à l'épreuve du numérique

7



Le **numérique** s'impose partout, y compris dans les pratiques d'éducation permanente. Outil d'inclusion et surtout risque d'exclusion, il bouscule les repères et interroge les fondements mêmes de la démarche. Un enjeu crucial pour un secteur engagé dans la lutte contre les inégalités.

"L'action communautaire rejoint une forme d'éducation populaire"

10



Interview. Les BRI-Co et les RAQ sont deux projets portés par la Fédération des Services Sociaux pour recréer du lien, de la solidarité, et lever les freins à l'accès aux droits. Ancrés dans les quartiers, ils misent sur l'écoute, la mobilisation et l'action collective. Trois travailleuses et un travailleur partagent leur regard.

Le vaccin collectif de l'éducation permanente face au complotisme

14



Les narratifs **conspirationnistes** ont toujours existé mais, ces dernières années, leur diffusion semble s'emballer. En quoi ces narratifs peuvent-ils être une menace pour les luttes sociales, et surtout en quoi la démarche d'éducation populaire peut-elle faire partie des remèdes ?

Équipes populaires de 1001 manières

17



Au sein des Équipes Populaires, les pratiques d'éducation permanente ont évolué au fil du temps. Le modèle unique de groupe local des trente premières années s'est progressivement transformé en une **diversité** de pratiques et d'initiatives diverses qui ont, chacune, leurs forces et leurs faiblesses.

Des oasis d'écoute dans la tourmente

21



L'époque est sombre, et beaucoup d'acteurs de l'éducation populaire ressentent doute, fatigue ou désarroi. Comment continuer à agir sans céder au désespoir ? Cet article interroge nos pratiques en convoquant le concept de **résonance** développé par le sociologue Hartmut Rosa.



Prix au n° : 5€

Pour s'abonner

(Contrastes + Fourmillière) :

Versez 21€ au compte

BE46 7865 7139 3436

des Équipes Populaires,

avec la mention :

"Abonnement à Contrastes"

+ votre nom